

Mars 2023

Mondialisation, souveraineté et démocratie. *L'impossible cohabitation*

Nos démocraties sont malades. Le scénario de leur disparition ne peut plus être écarté.

1 - Les signaux d'alerte restent sans suite.

Depuis plus de dix ans, les clignotants sont de plus en plus nombreux. Citons par exemple une chronique du Président fondateur du Forum de Davos, Klaus Schwab, qui déclarait dans LES ECHOS du 20 janvier 2014 : «... J'estime que cette situation est le résultat d'un échec collectif face à la façon de gérer les conséquences de la mondialisation. Un échec qui s'est construit pas à pas au cours des dizaines d'années qui viennent de s'écouler».

Ce constat d'échec de la mondialisation était déjà dramatique, mais le plus grave se trouvait dans le titre de cette chronique intitulé : «**Votre mission sera de réorganiser le monde**». Klaus Schwab s'adressait aux mille présidents des plus grandes multinationales, et écrivait le plus sérieusement du monde qu'il leur appartenait de changer le monde. **Erreur de casting. La réorganisation du monde relève exclusivement des peuples souverains représentés par leurs élus, lorsqu'il s'agit de démocraties.**

2 – Les conséquences sont très graves

Cinq ans plus tard, aucune réforme de la mondialisation ne s'étant produite, le Président Macron avouait au salon Vivatech : «le modèle économique américain n'est plus sous contrôle démocratique». (l'Opinion, 16 mai 2019). La démocratie américaine a donc été battue par KO.

Ce n'est pas tout. Devant l'assemblée générale des Nations Unies, le 22 septembre 2020, le même Président Macron dressait un bilan sévère de la mondialisation. Il avait esquissé ce jour-là quelques grandes pistes de réformes à conduire en concertation avec toutes les parties prenantes.

La réponse fut longue à venir, mais cinglante. En ouvrant le 24 mai la session 2022 du Forum de Davos, Klaus Schwab déclarait : «**Soyons clairs, le futur n'est pas juste en train d'arriver, il est construit par nous, une communauté**

puissante, ici, dans cette salle». « Nous avons les moyens d'imposer le sort du monde». [Voir ici](#)

Propos effarant, surtout si on le rapproche du propos précédent de 2014 ci-dessus. Il n'y a plus aucun doute sur la volonté des lobbies de contrôler nos démocraties. L'échec politique est total.

A l'évidence, les parlementaires européens et nationaux ne peuvent pas laisser sans suites le discours du Président de la République française prononcé à l'ONU le 22 septembre 2020. Il faut réformer la mondialisation de la cave au grenier.

Quoiqu'en pense Klaus Schwab, répétons que cette tâche ne relève pas du monde marchand, aussi riche et puissant soit-il, car les règles de la mondialisation résultent toutes d'accords internationaux de libre-échange, lesquels relèvent des seuls Etats souverains.

L'expertise des grands acteurs économiques est certes indispensable dans ce travail, mais ceux-ci ne doivent pas imposer leurs choix.

3 - Sans une réforme de fond, la mondialisation écrasera nos démocraties.

Ce n'est pas tout. Il existe un autre point fondamental. Il est évoqué par le décidément incontournable Klaus Schwab. Dans son livre «la grande réinitialisation», paru en 2020 (voir pages 118 et s), il cite, en l'approuvant sans réserve, une étude de Dani Rodrik, économiste à Harvard.

Dani Rodrik démontre que les trois notions suivantes sont incompatibles entre elles : la démocratie, la souveraineté de l'Etat Nation, et une mondialisation forte. Seules, deux de ces trois notions peuvent être associées. C'est ce qu'il dénomme le «trilemme de la mondialisation».

Ainsi la démocratie et l'Etat-Nation cohabitent sans problème si la mondialisation est contenue. Si la mondialisation et la démocratie se développent, l'Etat Nation tend à disparaître. Si la mondialisation et l'Etat Nation se développent, la démocratie est condamnée.

La mondialisation actuelle, qui est très forte et déloyale, l'emporte toujours soit sur l'Etat Nation soit sur la démocratie. C'est la réalité vécue aux USA et en Europe. Dans ces deux exemples, c'est la démocratie qui est perdante. Or, c'est notre bien le plus précieux, car c'est lui qui nous rend libres.

D'où l'impérieuse obligation de remettre à plat la mondialisation pour la «contenir», instaurer le juste échange et faire ainsi cohabiter harmonieusement mondialisation, souveraineté et démocratie. Bruxelles et les lobbies s'y opposent ou suggèrent des mesurette. **Il faudra bien que les parlementaires nationaux et européens élus en France, qui représentent chacun 70 millions de citoyens français, se mobilisent, car les déclarations de la France à l'ONU en 2020 ne peuvent en aucun cas rester sans suites.**

4 - Les autorités européennes et françaises ne sont pas claires.

Chacun aura remarqué qu' à Bruxelles et à Paris, on évoque en permanence de la souveraineté (économique) de l'Europe. Le mot « démocratie » dans le fonctionnement de l'Europe n'est jamais prononcé. Ce n'est pas une distraction. La France, l'Europe et bien évidemment les lobbies qui manipulent l'Europe veulent une mondialisation forte. Il n'y a donc pas de place pour la démocratie à Bruxelles.

Plus pernicieux encore : En 2019, la France a modifié le mode de scrutin des députés européens, pour passer à des listes nationales, annonçant des listes européennes lors des prochaines élections. **Résultat : il existe désormais un fossé quasiment infranchissable entre les citoyens français et les députés européens.**

A ce jour, tout citoyen connaît ou peut facilement connaître son député et son sénateur. Il n'a pas de député européen, donc aucun moyen de le connaître. Les députés européens n'ont plus aucun compte à rendre aux électeurs. Si on voulait fusiller la démocratie et obtenir tous les cinq ans des abstentions de plus en plus fortes aux élections européennes, on ne s'y prendrait pas autrement.